

ARRETE MUNICIPAL

REGLEMENTANT la CIRCULATION

Le Maire de la commune d'Espédailiac,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1, L.2213-2 et L.2215-21,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.411-1 à R.411-9 et R.411-25 à R.411-28,

Vu l'arrêté ministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière et les textes d'application,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1-8^{ème} partie – Signalisation temporaire) approuvée par l'arrêt interministériel du 6 novembre 1992, modifié,

Vu la demande en date du 28 juin 2024 par laquelle, la société STAP demande l'autorisation de régler la circulation pour permettre les travaux d'extension du réseau AEP pour le compte du SIAEP Causse Sud de Gramat sur la RD 146 à compter du 08 juillet 2024 pour une durée de 2 semaines.

Considérant que pour permettre l'exécution de ces travaux, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes :

ARRETE :

Article 1 : A l'occasion des ces travaux, la circulation sur la RD n° 146 à hauteur du Chemin Vert sera réglementée au moyen de feux alternés.

Article 2 : Durant cette période, le stationnement sera interdit (sauf pour les véhicules de chantier et les riverains) au droit du chantier

Article 3 : L'entreprise devra mettre en place la signalisation adaptée et indiquer le chantier de jour comme de nuit,

L'entreprise devra prendre toutes les mesures afin de garantir la sécurité publique,

L'entreprise sera la seule responsable des dommages pouvant survenir à l'occasion du chantier,

L'entreprise devra contacter les riverains et s'entendre avec eux afin qu'ils puissent accéder à leur propriété.

Article 4 : Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever tous matériaux, réparer tous dommages éventuellement causés et rétablir la voie publique et ses dépendances dans leur état initial.

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché en mairie et à chaque extrémité de section par le pétitionnaire.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Société STAP,
- Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Livernon,

Fait à Espédailiac le 1^{er} juillet 2024

Le Maire,
Gérard MAGNÉ



Nota : La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa notification. (ou publication).